INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi tenue dans la salle des délibérations de l'hôtel de ville de Saguenay, 201, rue Racine Est, le mardi 20 juin 2017.

PRÉSENTS : M. Marc Pettersen, vice-président ainsi que tous les autres membres du conseil, sauf celui dont le nom apparaît à la rubrique « Absent ».

ABSENT : M. Jacques Fortin, président.

ÉGALEMENT PRÉSENTS : M. André Martin, directeur de l'arrondissement de Chicoutimi, Mme Marie-Christine Tremblay, urbaniste, Aménagement du territoire et urbanisme et Mme Annie Jean, assistante-greffière.

En l'absence du président, M. Jacques Fortin, le conseiller Marc Pettersen préside l'assemblée.

À 16 h 01, le président de l'assemblée, après avoir constaté le quorum, déclare la séance ouverte.

ORDRE DU JOUR

1. **Adoption de l'ordre du jour**
- * 2. **Procès-verbaux – adoption**
 - 2.1 Séance extraordinaire du 2 mai 2017;
 - 2.2 Séance ordinaire du 16 mai 2017;
 - 2.3 Séance extraordinaire du 18 mai 2017;
 - 2.4 Séance extraordinaire du 8 juin 2017;
- * 3. **Adoption du procès-verbal du CCU**
 - 3.1 Réunion du 13 juin 2017;
- * 4. **Dérogations mineures – présentation, commentaires du public et adoption**
 - 4.1 509, boulevard Talbot, Chicoutimi – DM-3821 (id-6829) - Madame Aline Duchesne ;
 - 4.2 1896, route Sainte-Geneviève, Canton Tremblay – DM-3858 (ID-6946) - Madame Lucette Simard ;
 - 4.3 11, rue Jauffret, Chicoutimi – DM-3860 (ID-6949) - Madame Johanne Gagné;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

- 4.4 131, rue Colinette, Chicoutimi – DM-3863 (ID-6957) - Madame Patricia Girard;
 - 4.5 1207, rue Antonio-Lemaire, Chicoutimi – DM-3864 (ID-6960) - Groupe Réfraco inc. Monsieur Jacques Petterson ;
 - 4.6 119, rue Pedneault, Laterrière – DM-3865 (ID-6963) - Madame Danielle Bussière ;
 - 4.7 2000, chemin des Villas, Chicoutimi – DM-3866 (ID-6964) - Monsieur Frédérick Bherer ;
 - 4.8 Chemin Saint-Pierre à l'extrémité du Domaine de l'Île , Laterrière – DM-3868 (ID-6969) Monsieur Benjamin Fortier-Giroux ;
 - 4.9 4603, rang Saint-Martin, Chicoutimi – DM-3869 (ID-6976) - Monsieur Alain Morin;
 - 4.10 459 à 461, rue Saint-Léon, Chicoutimi – DM-3871 (ID-6982) - Monsieur Alexandre Simard;
- * **5. Dérogation mineure – pour fins de publication**
- 5.1 1303, boulevard Talbot, Chicoutimi – DM-3867 (ID-6967) – 9199-2180 Québec inc. M. Jacques Goupil;
- * **6. Avis de motion et adoption 1^{er} projet de règlement**
- 6.1 ARS-749A ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (ARS-749);
 - 6.1.1 Avis de motion;
 - 6.1.2 Adoption 1^{er} projet de règlement;
- * **7. Demandes de PPCMOI**
- 7.1 Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le 850, rue des Actionnaires, Chicoutimi – Me Jean-Sébastien Bergeron – PPC-58 (ID-7072);
 - 7.1.1 Consultation publique;
 - 7.1.2 Adoption du 2^e projet de résolution ;
 - 7.2 Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le 555, rue Martin-Bouvard, Chicoutimi – 9179-6474 Québec inc. – PPC-50 (ID-6781);
 - 7.2.1 Adoption de la résolution;
 - 7.3 Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le 2042, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Chicoutimi – 9090-6173 Québec inc. – PPC-53 (ID-6892);

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

7.3.1 Adoption de la résolution;

7.4 Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le 2839, boulevard Talbot, Chicoutimi – M. Yvan Desforges – PPC-54 (ID-6903);

7.4.1 Adoption de la résolution;

* **8. Adoption de règlement**

8.1 Règlement numéro VS-RU-2017-72 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (Rue Hoffman, ARS-715);

8.2 Règlement numéro VS-RU-2017-73 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (ARS-697);

* **9. Aides financières aux organismes**

* **10. Divers**

10.1 Aide aux organismes – modification de la résolution VS-AC-2017-79 – abrogation du code AO-2017-107;

10.2 Comité consultatif de l'arrondissement de Chicoutimi et comité consultatif de la Ville de Saguenay – nomination d'un nouveau membre – secteur milieu économique;

11. Varia

12. Période d'intervention des membres du conseil

13. Prochaine séance du conseil

La prochaine séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi aura lieu le 22 août 2017 à 16 h dans la salle des délibérations du conseil, 201, rue Racine Est, Chicoutimi.

14. Période de questions du public

15. Levée de la séance

AVIS DE CONVOCATION

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

L'assistante-greffière dépose devant le conseil un certificat établi par M. Jean-Marc Claveau, huissier, qui atteste que les documents ont été remis à tous les membres du conseil d'arrondissement le 15 juin 2017.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

VS-AC-2017-174

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont reçu un avis de convocation de la présente séance énumérant les sujets qui doivent y être traités;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi adopte l'ordre du jour de la présente séance ordinaire avec les modifications suivantes :

- Le point suivant est ajouté au point 3 :
 - 3.2 CCU réunion du 20 juin 2017;
- Les points suivants sont ajoutés au point 11 :
 - 11.1 Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi – La Noce – autorisation de Food truck;
 - 11.2 Syndicat de l'enseignement du Saguenay – demande d'opposition au projet de centralisation des laboratoires médicaux publics (Optilab);
 - 11.3 Service des immeubles et équipements motorisés – Club de pétanque Saint-Isidore – construction d'une remise – transfert de fonds – district 15;
 - 11.4 Service des immeubles et équipements motorisés – pavillon Saint-Nom-de-Jésus – recouvrement de plancher – transfert de fonds – district 15;
 - 11.5 Service des travaux publics – rue Hôtel-de-Ville – signalisation « défense de stationner »;
 - 11.6 Service des travaux publics – travaux sur la rue Eudistes – transfert de fonds – district 13;
 - 11.7 Direction de la culture, des sports et de la vie communautaire – Éco-Kartie jardin #2 – autogare Morin – transfert de fonds – district #11;

Adoptée à l'unanimité.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

2. PROCÈS-VERBAUX - ADOPTION

2.1 SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 2 MAI 2017 ;

VS-AC-2017-175

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Jean-Yves Provencher

QUE le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi, tenue le 2 mai 2017, dont une copie conforme a été signifiée à tous les membres du conseil d'arrondissement, dans les délais prévus par la Loi, soit par la présente adopté et ratifié à toutes fins que de droit.

Adoptée à l'unanimité.

2.2 SÉANCE ORDINAIRE DU 16 MAI 2017;

VS-AC-2017-176

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Jacques Cleary

QUE le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi, tenue le 16 mai 2017, dont une copie conforme a été signifiée à tous les membres du conseil d'arrondissement, dans les délais prévus par la Loi, soit par la présente adopté et ratifié à toutes fins que de droit avec les modifications suivantes :

- Au point 3.1, concernant la résolution VS-AC-2017-135, le conseil d'arrondissement de Chicoutimi modifie la recommandation AC-CCU-2017-96 (Monsieur Maxim Brassard – 112, rue de Saint-Siméon – DM-3861 – id-6950), du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme daté du 9 mai 2017. Sur ce point, le conseil d'arrondissement de Chicoutimi statue comme suit :

Dérogation mineure - Monsieur Maxim Brassard – 112, rue de Saint-Siméon – DM-3861 (ID-6950)

AC-CCU-2017-96

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure présentée par M. Maxim Brassard, 112, rue de Saint-Siméon, Chicoutimi (Québec), G7N 1A5, visant à autoriser l'aménagement d'un terrain de basketball en partie dans la cour avant et latérale droite pour l'immeuble situé au 112, rue de Saint-Siméon à Chicoutimi (DM-3861, demande # 71108);

CONSIDÉRANT que l'article 260 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule qu'un équipement de jeu est autorisé en cour latérale, en cour latérale sur rue, en cour arrière et en cour arrière sur rue;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

CONSIDÉRANT que le requérant désire aménager un terrain de basketball sur une dalle de béton d'environ 15,24 mètres par 7,62 mètres (50 par 25 pieds) en partie dans la cour avant et en partie dans la cour latérale, à une distance d'un (1) mètre de la limite de propriété avant;

CONSIDÉRANT que le requérant désire implanter une clôture 1,83 mètre (6 pieds) afin de circonscrire l'aire de jeu;

CONSIDÉRANT que le requérant doit obtenir l'autorisation d'Hydro-Québec afin d'aménager le terrain sur la partie de terrain sous servitude #102723;

À CES CAUSES, il est résolu :

D'ACCEPTER la demande de dérogation mineure présentée par M. Maxim Brassard, 112, rue de Saint-Siméon, Chicoutimi (Québec), G7N 1A5, visant à autoriser l'aménager un terrain de basketball en partie de la cour avant et latérale droite pour l'immeuble situé au 112, rue de Saint-Siméon à Chicoutimi.

- Au point 10.9, concernant la résolution VS-AC-2017-163, le conseil d'arrondissement de Chicoutimi modifie sa résolution en remplaçant dans le titre le mot « d'administration » par « d'immobilisation ».

Adoptée à l'unanimité.

2.3 SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 18 MAI 2017;

VS-AC-2017-177

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Jean-Yves Provencher

QUE le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi, tenue le 18 mai 2017, dont une copie conforme a été signifiée à tous les membres du conseil d'arrondissement, dans les délais prévus par la Loi, soit par la présente adopté et ratifié à toutes fins que de droit.

Adoptée à l'unanimité.

2.4 SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 8 JUIN 2017;

VS-AC-2017-178

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Josée Néron

QUE le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi, tenue le 8 juin 2017, dont une copie conforme a été signifiée à tous les membres

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

du conseil d'arrondissement, dans les délais prévus par la Loi, soit par la présente adopté et ratifié à toutes fins que de droit.

Adoptée à l'unanimité.

3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CCU

3.1 CCU RÉUNION DU 13 JUIN 2017;

Monsieur André Martin, directeur de l'arrondissement de Chicoutimi, déclare publiquement son intérêt dans le point 7.3.

VS-AC-2017-179

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Jacques Cleary

QUE ce conseil approuve et adopte le rapport de la réunion tenue le 13 juin 2017 par le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Chicoutimi, dont copie a été remise à chacun des membres du conseil d'arrondissement, adopte les recommandations numéros AC-CCU-2017-132 à AC-CCU-2017-167 inclusivement, qui deviennent des résolutions de ce conseil et autorise les dépenses que comporte la présente avec les modifications suivantes :

- Au point 4.3, la recommandation AC-CCU-2017-137 est différée à une séance ultérieure;
- Au point 7.1, la recommandation AC-CCU-2017-141, n'est pas retenue sur ce point, le conseil d'arrondissement de Chicoutimi statue comme suit :

Dérogation mineure - M. Bruno Cyr – 1523, rue Voltaire, Chicoutimi – DM-3885 (ID-7031)

AC-CCU-2017-141

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure présentée par M. Bruno Cyr, 1523, rue Voltaire, Chicoutimi (Québec), G7J 3Y1, visant à autoriser la construction d'un abri d'auto à 0,29 mètre de la limite de propriété au lieu de 1 mètre minimum sur la propriété sise au 1523, rue Voltaire à Chicoutimi (DM-3885, demande #71750);

CONSIDÉRANT que l'article 206 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule que, lorsque la marge latérale du bâtiment principal est de 5 mètres et plus, l'implantation d'un abri d'auto attenant doit être située à 1 mètre de la ligne latérale dans le cas d'un terrain voisin construit ou d'un terrain voisin vacant;

CONSIDÉRANT que la marge latérale du bâtiment principal est de 5,75 mètres;

CONSIDÉRANT que l'abri d'auto attenant sera situé à 0,29 mètre de la ligne latérale;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

CONSIDÉRANT les plans et les élévations du projet déposés avec la demande;

À CES CAUSES, il est résolu:

D'ACCEPTER la demande de dérogation mineure présentée par M. Bruno Cyr, 1523, rue Voltaire, Chicoutimi, visant à autoriser la construction d'un abri d'auto à 0,29 mètre de la limite de propriété au lieu de 1 mètre minimum, sur un immeuble situé au 1523, rue Voltaire à Chicoutimi.

- Les recommandations des points 7.2 AC-CCU-2017-142, 7.10 AC-CCU-2017-150 et 7.11 AC-CCU-2017-151, sont différées à une séance ultérieure;

Adoptée à l'unanimité.

3.2 CCU RÉUNION DU 20 JUIN 2017;

VS-AC-2017-180

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Luc Blackburn

QUE ce conseil approuve et adopte le rapport de la réunion tenue le 20 juin 2017 par le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Chicoutimi, dont copie a été remise à chacun des membres du conseil d'arrondissement, adopte les recommandations numéros AC-CCU-2017-168 à AC-CCU-2017-174 inclusivement, qui deviennent des résolutions de ce conseil et autorise les dépenses que comporte la présente.

Adoptée à l'unanimité.

4. DÉROGATIONS MINEURES – PRÉSENTATION, COMMENTAIRES DU PUBLIC ET ADOPTION

4.1 509, BOULEVARD TALBOT, CHICOUTIMI – DM-3821 (ID-6829) - MADAME ALINE DUCHESNE ;

VS-AC-2017-181

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT que Mme Aline Duchesne a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 10 avril 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de Mme Aline Duchesne en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à Mme Aline Duchesne une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la transformation d'un garage en logement faisant porter la marge latérale #1 à 0,8 mètre au lieu de 2,0 mètres et autoriser l'empiètement existant du stationnement sur la façade au 509, boulevard Talbot à Chicoutimi;

Aux conditions suivantes :

- Le requérant devra aménager des cases de stationnement conformes dans l'espace existant avec les aménagements requis par le règlement;
- Le requérant devra déposer un plan à être approuvé par le Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

4.2 1896, ROUTE SAINTE-GENEVIÈVE, CANTON TREMBLAY – DM-3858

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

(ID-6946) - MADAME LUCETTE SIMARD;

VS-AC-2017-182

Proposé par Jean-Yves Provencher
Appuyé par Simon-Olivier Côté

CONSIDÉRANT que Mme Lucette Simard a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de Mme Lucette Simard en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à Mme Lucette Simard une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la régularisation de la marge avant à 5,12 mètres au lieu de 6,55 mètres et la marge latérale #1 à 0,64 mètre au lieu de 2,0 mètres pour l'immeuble sis au 1896, route Sainte-Geneviève à Canton Tremblay;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

4.3 11, RUE JAUFFRET, CHICOUTIMI– DM-3860 (ID-6949) - MADAME JOHANNE GAGNÉ;

VS-AC-2017-183

Proposé par Jacques Cleary
Appuyé par Michel Tremblay

CONSIDÉRANT que Mme Johanne Gagné a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de Mme Johanne Gagné en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à Mme Johanne Gagné une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la construction d'une remise d'une superficie au sol de 13,32 mètres carrés portant la superficie totale au sol des bâtiments accessoires à 73,79 mètres carrés au lieu d'un maximum de 66,89 mètres carrés sur un immeuble situé au 11 à 15 rue Jauffret à Chicoutimi;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

4.4 131, RUE COLINETTE, CHICOUTIMI – DM-3863 (ID-6957) - MADAME PATRICIA GIRARD;

VS-AC-2017-184

Proposé par Jean-Yves Provencher
Appuyé par Simon-Olivier Côté

CONSIDÉRANT que Mme Patrica Girard a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de Mme Patricia Girard en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à Mme Patricia Girard une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

régularisation d'une marge avant à 5,40 mètres au lieu de 6,0 mètres et une marge latérale #2 à 3,15 mètres au lieu de 4,0 mètres pour le bâtiment sis au 131, rue Colinette à Chicoutimi;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

**4.5 1207, RUE ANTONIO-LEMAIRE, CHICOUTIMI – DM-3864 (ID-6960) -
GROUPE RÉFRACO INC. MONSIEUR JACQUES PETTERSON ;**

VS-AC-2017-185

Proposé par Michel Tremblay

Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT que Groupe Réfraco inc. (M. Jacques Petterson) a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de Groupe Réfraco inc. (M. Jacques Petterson) en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à Groupe Réfraco inc. (M. Jacques Petterson) une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la construction d'un dôme en cour latérale au lieu d'en cour arrière sur la propriété sise au 1207, rue Antonio-Lemaire à Chicoutimi;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

4.6 119, RUE PEDNEAULT, LATERRIÈRE – DM-3865 (ID-6963) - MADAME DANIELLE BUSSIÈRE ;

VS-AC-2017-186

Proposé par Luc Blackburn
Appuyé par Josée Néron

CONSIDÉRANT que Mme Danielle Bussièrre a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de Mme Danielle Bussièrre en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à Mme Danielle Bussière une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, l'ajout d'un troisième bâtiment accessoire au lieu de deux pour une maison mobile située au 119, rue Pedneault à Laterrière;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

**4.7 2000, CHEMIN DES VILLAS, CHICOUTIMI – DM-3866 (ID-6964) -
MONSIEUR FRÉDÉRIC BHERER ;**

VS-AC-2017-187

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT que M. Frédérick Bherer a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de M. Frédérick Bherer en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à M. Frédérick Bherer une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, l'implantation d'un garage détaché en cour avant et un stationnement qui occupera 100% de la façade de la résidence située au 2000, chemin des Villas à Chicoutimi;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

**4.8 CHEMIN SAINT-PIERRE À L'EXTRÉMITÉ DU DOMAINE DE L'ÎLE ,
LATERRIÈRE – DM-3868 (ID-6969) MONSIEUR BENJAMIN
FORTIER-GIROUX ;**

VS-AC-2017-188

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT que M. Benjamin Fortier-Giroux a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de M. Benjamin Fortier-Giroux en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à M. Benjamin Fortier-Giroux une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la construction d'une résidence de villégiature sur un terrain d'une profondeur de 66,3 mètres au lieu de 75 mètres et une marge avant de 9,0 mètres minimum au lieu de 15 mètres sur le lot 4 418 016 situé à l'extrémité de la rue du Domaine-de-l'Île à Laterrière;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

**4.9 4603, RANG SAINT-MARTIN, CHICOUTIMI – DM-3869 (ID-6976) -
MONSIEUR ALAIN MORIN;**

VS-AC-2017-189

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Michel Tremblay

CONSIDÉRANT que M. Alain Morin a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25 mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de M. Alain Morin en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à M. Alain Morin une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la construction d'un garage détaché ce qui portera la superficie totale de bâtiments accessoires à 94,40 mètres carrés au lieu de 80,58 mètres carrés maximum et la régularisation d'une remise existante construite sur une propriété située au 4603, rang Saint-Martin à Chicoutimi;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

4.10 459 À 461, RUE SAINT-LÉON, CHICOUTIMI – DM-3871 (ID-6982) - MONSIEUR ALEXANDRE SIMARD;

VS-AC-2017-190

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Josée Néron

CONSIDÉRANT que M. Alexandre Simard a demandé une dérogation mineure au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT que le règlement VS-R-2012-7 adopté le 9 janvier 2012 précise les modalités et conditions requises pour l'acceptation d'une dérogation mineure;

CONSIDÉRANT que la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que l'assistant-greffier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1) dans le journal de Québec, édition du 25

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

mai 2017;

CONSIDÉRANT que ce conseil n'a reçu, depuis la publication de l'avis public, aucune demande d'information au sujet de cette dérogation et aucune opposition;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de M. Alexandre Simard en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 25 du règlement VS-R-2012-7 fixant les modalités d'application des dérogations mineures de la Ville de Saguenay, toute dérogation mineure accordée pour une construction est sujette à une période de validité **DE 18 MOIS** à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis et le début des travaux. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation de ladite dérogation, elle devient nulle de plein droit.

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accorde à M. Alexandre Simard une dérogation au règlement VS-R-2012-3 régissant le zonage et autorise, par la présente, la construction d'un abri d'auto à toit plat avec une marge avant de 2,39 mètres au lieu de 5,5 mètres sur un immeuble situé au 459 à 461, rue Saint-Léon à Chicoutimi;

À la condition suivante :

- S'il y a lieu, le projet devra respecter l'avis géotechnique.

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

5. DÉROGATION MINEURE – POUR FINS DE PUBLICATION

**5.1 1303, BOULEVARD TALBOT, CHICOUTIMI – DM-3867 (ID-6967) –
9199-2180 QUÉBEC INC. M. JACQUES GOUPIL;**

VS-AC-2017-191

Proposé par Josée Néron

Appuyé par Michel Tremblay

CONSIDÉRANT une révision du dossier et une analyse additionnelle par les membres du conseil d'arrondissement de Chicoutimi;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement de Chicoutimi retient la recommandation AC-CCU-2017-102 du comité consultatif d'urbanisme de Chicoutimi datée du 9 mai 2017;

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement est favorable à la demande de M. Jacques Goupil;

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi retienne la recommandation AC-CCU-2017-102 du comité consultatif d'urbanisme de Chicoutimi datée du 9 mai 2017;

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi accepte la demande de dérogation mineure DM-3867, présentée M. Jacques Goupil, 1303, boulevard Talbot, Chicoutimi pour fins de publication d'un avis public tel que prévu par la loi et sur ce point, le conseil d'arrondissement de Chicoutimi statue comme suit :

Dérogation mineure -9199-2180 Québec inc. Monsieur Jacques Goupil – 1303, boulevard Talbot DM-3867 (ID-6967)

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure présentée par 9199-2180 Québec inc. M. Jacques Goupil, 1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2300, Montréal (Québec), H3A 3R3, visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment principal relié par un passage sous-terrain, d'une hauteur de 12 étages et de plus de 25 mètres au lieu de 6 étages et 25 mètres maximum, avec une marge latérale de 7.85 mètres au lieu de 8 mètres, une marge arrière de 5 mètres au lieu de 15 mètres minimum, avec 271 cases de stationnement au lieu de 314 cases minimum et autoriser de l'habitation (H8) sur le même niveau que le commerce (C2b), et de rendre valide la dérogation mineure pour une période de 60 mois au lieu de 18 mois pour un immeuble au 1303, boulevard Talbot, Chicoutimi (DM-3867, demande # 70216);

CONSIDÉRANT que l'article 1319 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay, stipule qu'un bâtiment principal comprenant des usages de commerce, de service et d'habitation est autorisé à la condition que les logements soient situés aux étages supérieurs. Les logements au sous-sol et au rez-de-chaussée sont interdits, sauf si l'aménagement de logements au rez-de-chaussée s'effectue à l'arrière d'un local commercial;

CONSIDÉRANT que le requérant désire construire un nouveau bâtiment dont l'usage sera une résidence pour personnes âgées (H8) sur le même niveau que l'hôtel (C2b);

CONSIDÉRANT que l'article 160 du règlement de zonage VS-R-2012-3, spécifie qu'un bâtiment accessoire ou un agrandissement doit être relié à un bâtiment sur une largeur d'au moins 3,0 mètres par un mur, un toit, un avant-toit ou un corridor et être situé au-dessus du sol pour être considéré comme un bâtiment attenant;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

CONSIDÉRANT que l'agrandissement projeté sera relié au bâtiment principal existant par un passage sous-terrain;

CONSIDÉRANT que l'article 1320 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay, stipule que les marges et les aménagements de terrain, dans le cas d'un bâtiment à usage mixte, doivent être déterminés selon l'usage principal occupant la plus grande superficie de plancher au rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT que l'usage dominant au rez-de-chaussée est l'hôtel (C2b);

CONSIDÉRANT que pour un usage de la classe C2b - Divertissement commercial avec lieu de rassemblement, les marges latérales doivent être de minimum 8 mètres et la marge arrière de minimum 15 mètres;

CONSIDÉRANT qu'une des marges latérales sera de 7.85 mètres et que la marge arrière sera de 5 mètres;

CONSIDÉRANT que la grille des usages et des normes spécifie que la hauteur en étage à respecter pour le bâtiment principal est de 6 étages pour une hauteur totale maximale de 25 mètres;

CONSIDÉRANT que le requérant désire construire un agrandissement du bâtiment principal pour une résidence de personnes âgées (H8) de 12 étages pour une hauteur totale d'environ 75 mètres;

CONSIDÉRANT que le nombre de cases de stationnement exigé est de 314 cases;

CONSIDÉRANT qu'il est prévu 94 cases extérieurs et 176 cases intérieures pour un total de 271 cases, soit 43 cases de moins qu'exigé;

CONSIDÉRANT que le projet sera en 2 phases et que le requérant désire obtenir la dérogation pour une période de 5 ans;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas souhaitable d'autoriser des immeubles de plus de 6 étages à cet endroit;

CONSIDÉRANT que le bâtiment existant à 4 étages et que l'agrandissement projeté de 12 étages ne s'intègre pas avec la volumétrie du bâtiment existant;

À CES CAUSES, il est résolu :

D'ACCEPTER EN PARTIE la demande de dérogation mineure présentée par 9199-2180 Québec inc., M. Jacques Goupil, 1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2300, Montréal (Québec), H3A 3R3, visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment principal relié par un passage sous-terrain, avec une marge latérale de 7.85 mètres au lieu de 8 mètres, une marge arrière de 5 mètres au lieu de 15 mètres minimum, avec 271 cases de stationnement au lieu

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

de 314 cases minimum et autoriser de l'habitation (H8) sur le même niveau que le commerce (C2b) et de rendre la dérogation mineure valide pour une période de 60 mois au lieu de 18 mois sur un immeuble situé au 1303, boulevard Talbot;

DE REFUSER la demande visant à autoriser une hauteur de 12 étages et de plus de 25 mètres au lieu de 6 étages et 25 mètres maximum.

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

Adoptée à l'unanimité.

6. **AVIS DE MOTION ET ADOPTION 1^{ER} PROJET DE RÈGLEMENT**

6.1 ARS-749A AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO VS-R-2012-3 DE LA VILLE DE SAGUENAY (ARS-749);

6.1.1 AVIS DE MOTION

Le conseiller Simon-Olivier Côté, donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il proposera ou fera proposer pour adoption un règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (ARS-749);

6.1.2 ADOPTION DU 1^{ER} PROJET DE RÈGLEMENT

VS-AC-2017-192

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Michel Tremblay

QUE le projet de règlement ARS-749A ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (ARS-749), tel que déposé par l'assistante-greffière à la présente séance, soit adopté et soumis à la consultation publique quant à son objet et aux conséquences de son adoption;

ET QUE ce conseil délègue à la greffière le pouvoir de fixer le lieu, la date et l'heure de l'assemblée publique qui devra être tenue et qu'elle donne avis public de la présente résolution conformément à la loi.

Adoptée à l'unanimité.

7. **DEMANDES DE PPCMOI**

7.1 PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE POUR LE 850, RUE DES ACTIONNAIRES, CHICOUTIMI – ME JEAN-SÉBASTIEN BERGERON – PPC-58 (ID-7072);

7.1.1 CONSULTATION PUBLIQUE

Le président de l'assemblée annonce qu'il y a aujourd'hui consultation publique sur le projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le 850, rue des Actionnaires, Chicoutimi – Me Jean-Sébastien Bergeron – PPC-58 (id-7072).

Mme Marie-Christine Tremblay, urbaniste, Aménagement du territoire et Urbanisme, est présente dans la salle pour répondre à toute question relative à ce projet et explique sommairement l'effet de ce projet de règlement.

Personne n'a de question ou de commentaire à formuler à l'égard de ce projet de règlement.

7.1.2 ADOPTION DU 2^E PROJET DE RÉSOLUTION

VS-AC-2017-193

Proposé par Michel Tremblay

Appuyé par Josée Néron

CONSIDÉRANT la demande présentée par Gazon Savard Saguenay Inc. Me Jean-Sébastien Bergeron, 850, rue des Actionnaires, Chicoutimi (Québec), G7H 0G6, visant à autoriser spécifiquement l'usage 3649 - Autres industries de produits de béton (I3), autoriser deux (2) bâtiments principaux sur le même terrain, aucune bande gazonnée le long de la ligne de rue, des lignes latérales et arrières, aucune clôture autour de l'aire d'entreposage située en cour avant, latérale et arrière et sans zone tampon sur un immeuble situé au 850, rue des Actionnaires, Chicoutimi (PPC-58, demande #53676);

CONSIDÉRANT que l'article 22, 10° du règlement sur les PPCMOI, VS-R-2012-9 de la Ville de Saguenay stipule qu'un usage autre que l'habitation ne disposant d'aucun droit acquis en vertu du règlement de zonage en vigueur peut être maintenu ou bénéficier d'un remplacement d'usage aux conditions suivantes:

- Le bâtiment a été construit pour recevoir ce type d'usage;
- L'usage de remplacement doit faire partie des usages du groupe commerce, service, industrie, public et institutionnel;

CONSIDÉRANT que la zone 64720 autorise les usages suivants :

- C1b - Commerces de détail général;
- C2d - Commerces de restauration;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

- C3a - Centre de distribution au détail de produits pétroliers et de carburant;
- C3b - Réparation et vente au détail de pièces et accessoires de véhicules automobiles ou pour véhicules récréatifs;
- C3c - Location et vente au détail de véhicules automobiles ou de véhicules récréatifs;
- C4a - Vente au détail de biens d'équipement et les services connexes;
- C4b - Location, vente au détail et réparation de véhicules lourds;
- C4c - Vente en gros et au détail de produits ou d'équipements agricoles et services agricoles;
- C4d - Vente en gros de produits alimentaires, de produits de consommation, de biens d'équipements;
- C4e - Ateliers de métiers spécialisés;
- C4f - Entrepreneur de la construction ou du bâtiment sans activité de vente de biens ou de produits;
- C4g - Transport, camionnage et entrepôts;
- I2 - Industries légères;
- P1a - Parcs, terrains de jeux et espaces naturels;
- R2a - Activité sur circuit;
- R2b - Sports extrêmes hors circuits;
- S2 - Services personnels;
- S4 - Services particuliers;

CONSIDÉRANT que le requérant désire exploiter une entreprise classée dans l'usage 3649 - Autres industries de produits de béton;

CONSIDÉRANT que l'usage demandé fait partie de la classe d'usage I3 - Industries lourdes;

CONSIDÉRANT que le cadre de gestion de la concordance au règlement d'urbanisme du plan d'urbanisme VS-R-2012-2 précise que la réglementation assurera le mode de gestion des usages existants non conformes (redéveloppement, agrandissement, ...) avec des mesures réglementaires particulières (usage conditionnel, contingentement, PPCMOI, ...) permettant l'insertion harmonieuse des activités;

CONSIDÉRANT que le commerce n'est pas situé en bordure du boulevard Saint-Paul et n'est pas visible depuis cette artère;

CONSIDÉRANT que l'article 154 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule qu'un seul bâtiment principal peut être érigé sur un terrain;

CONSIDÉRANT qu'il y a deux bâtiments sur le même terrain;

CONSIDÉRANT que l'article 797 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule que toutes les classes d'usages industriels sont tenues à l'aménagement d'une zone tampon avec une zone et usage résidentiel;

CONSIDÉRANT que l'article 798 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

de Saguenay stipule que pour une limite commune entre une zone ou un usage résidentiel et une zone ou un usage industriel :

- la largeur minimale requise de la zone tampon doit être de 15,0 mètres;
- installer une clôture opaque à 75 % minimum, d'une hauteur maximale autorisée dans les cours;
- aménager un écran composé de deux (2) rangées d'arbres plantés en quinconce à tous les 6,0 mètres;

CONSIDÉRANT que l'article 800 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule que dans la bande gazonnée ou paysagée localisée entre une aire de stationnement et la ligne de rue, il doit être prévu une plantation d'au minimum un (1) arbre à tous les 7,0 mètres linéaires, la largeur minimale requise pour la bande gazonnée ou paysagée est d'au moins 1,5 mètre s'étendant sur toute la largeur du terrain, à l'exclusion des accès;

CONSIDÉRANT que l'article 802 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule qu'un espace localisé le long des lignes latérales et arrières d'un terrain doit être gazonné ou paysagé et la largeur minimale requise pour ce type d'espace est fixé à 1,0 mètre;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a aucune bande gazonnée et aucune zone tampon;

CONSIDÉRANT que l'article 826 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule que toute aire d'entreposage extérieur doit être entièrement ceinturée et dissimulée au moyen d'une clôture;

CONSIDÉRANT que les aires d'entreposage ne seront pas clôturées;

CONSIDÉRANT qu'aucun aménagement est conforme et qu'il y a lieu d'améliorer la situation;

CONSIDÉRANT que le projet a fait l'objet d'une consultation publique et que la ville n'a reçu aucun commentaire;

À CES CAUSES, il est résolu :

D'ACCEPTER la demande d'autorisation en vertu d'un PPCMOI présentée par Gazon Savard Saguenay Inc. Me Jean-Sébastien Bergeron, 850, rue des Actionnaires Chicoutimi, visant à autoriser spécifiquement l'usage 3649 - Autres industries de produits de béton (I3), autoriser deux (2) bâtiments principaux sur le même terrain, aucune bande gazonnée le long des lignes latérales et arrières, aucune clôture autour de l'aire d'entreposage située en cour avant, latérale et arrière et sans zone tampon, sur un immeuble situé au 850, rue des Actionnaires, Chicoutimi, **à la condition suivante :**

Des bandes gazonnées plantées d'arbres respectant la réglementation devront être aménagées entre le stationnement et la ligne de rue.

Adoptée à l'unanimité.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

7.2 PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE POUR LE 555, RUE MARTIN-BOUVARD, CHICOUTIMI – 9179-6474 QUÉBEC INC. – PPC-50 (ID-6781);

7.2.1 ADOPTION DE LA RÉOLUTION;

VS-AC-2017-194

Proposé par Michel Tremblay

Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT la demande présentée par 9179-6474 Québec inc., 1130, rue Saint-Paul, Chicoutimi (Québec) G7J 3C5, visant à autoriser un agrandissement de l'usage dérogatoire 7425 – Gymnase et club athlétique (C2a) à même la totalité du bâtiment accessoire existant qui deviendra un bâtiment principal (projet intégré) avec une marge latérale de 3,55 mètres au lieu de 6 mètres minimum et autoriser la conservation des aménagements existants sur un immeuble situé au 555, rue Martin-Bouvard à Chicoutimi (PPC-50, demande #70269);

CONSIDÉRANT que la demande a été différée par le conseil d'arrondissement de Chicoutimi lors de la séance ordinaire du 21 février 2017, résolution AC-CCU-2017-26;

CONSIDÉRANT que le requérant devait déposer un plan d'aménagement contenant les éléments suivants :

- Bandes gazonnées plantées d'arbres en bordure du boulevard Saint-Paul et de la rue Martin-Bouvard;
- Clôture opaque entre le stationnement et la propriété résidentielle;

CONSIDÉRANT que la zone 64620 autorise les classes d'usages suivantes :

- C1b - Commerce de détail général;
- C2d - Commerce de restauration;
- C3A - Centre de distribution au détail de produits pétroliers et de carburant;
- C3B - Réparation et vente au détail de pièces et accessoires pour véhicules automobiles ou pour véhicules récréatifs (exception des véhicules lourds);
- C3C - Location et vente au détail de véhicules automobiles ou de véhicules récréatifs (exception des véhicules lourds);
- C4A - Vente au détail de biens d'équipement et les services connexes;
- C4B - Location, vente au détail et réparation de véhicules lourds;
- C4C - Vente en gros ou au détail de produits ou d'équipements agricoles et services agricoles;
- C4D - Vente en gros de produits alimentaires, de produits de consommation, de biens d'équipements;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

- C4E - Ateliers de métiers spécialisés;
- C4F - Entrepreneur de la construction ou du bâtiment sans activités de ventes de biens ou de produits;
- C4G - Transport, camionnage et entrepôts;
- I2 - Industries légères;
- R2a - Activités sur circuits;
- R2b - Sports extrêmes hors circuit;
- S4 - Services particuliers;

CONSIDÉRANT que le requérant exploite dans une partie de son bâtiment principal, l'usage suivant :

7425 – Gymnase et club athlétique (C2a);

CONSIDÉRANT que l'article 1492 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay précise les superficies d'agrandissement permises pour un usage dérogatoire;

CONSIDÉRANT que le requérant désire agrandir son usage dérogatoire à même la totalité du bâtiment accessoire existant;

CONSIDÉRANT que l'article 22, 9° du règlement sur les PPCMOI VS-R -2012-9 de la ville de Saguenay stipule comme projet assujetti à une demande l'agrandissement d'un usage dérogatoire lorsque les conditions aux articles 1491 et 1492 du règlement de zonage ne peuvent être respectées;

CONSIDÉRANT que pour un usage de la classe d'usage C2a – Divertissement commercial, les marges latérales doivent être de minimum 6 mètres;

CONSIDÉRANT que le bâtiment actuel est situé à 3.55 mètres de la limite latérale;

CONSIDÉRANT que l'article 590 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule que toute aire de stationnement ainsi que toute allée d'accès y menant doivent être entourées de façon continue d'une bordure en béton d'une hauteur minimale de 0,15 mètre;

CONSIDÉRANT que l'article 595 du règlement de zonage précise que lorsqu'un terrain de stationnement est adjacent à un usage résidentiel, il doit être séparé de ce terrain par un muret de maçonnerie ou une clôture opaque ou une clôture ajourée et une haie dense d'une hauteur minimale de 2,0 mètres;

CONSIDÉRANT que selon l'article 605 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay, un arbre à tous les 7 mètres linéaires de terrain ayant frontage avec une rue doit être planté dans la cour avant;

CONSIDÉRANT que l'article 620 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay stipule qu'une zone tampon doit être aménagée entre un usage commercial et de service et une zone ou un usage résidentiel;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

CONSIDÉRANT que l'article 622 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la ville de Saguenay stipule que l'aménagement d'une bande gazonnée ou paysagée est obligatoire entre une aire de stationnement et une ligne de propriété;

CONSIDÉRANT que le requérant désire conserver les aménagements existants soit :

- Aucune bordure de béton au pourtour du stationnement;
- Aucune clôture entre le stationnement et la propriété résidentielle;
- Aucune plantation d'arbre en cour avant et latérale sur rue;
- Aucune zone tampon entre le stationnement et la propriété résidentielle;
- Aucune bande gazonnée entre le stationnement et les lignes latérales et la ligne avant;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'améliorer les aménagements;

CONSIDÉRANT que l'article 23 du règlement VS-R-2012-9 sur les PPCMOI de la Ville de Saguenay stipule qu'une demande de projet particulier est analysée en fonction des critères suivants :

- 3) Les conséquences du projet sur l'environnement, notamment en ce qui concerne le bruit, les émanations et la circulation;
- 4) La compatibilité et la complémentarité de l'usage proposé et des interventions sur le bâti et le terrain avec le milieu environnant sont considérés;
- 6) Les avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations ;

CONSIDÉRANT que l'enseigne est située dans l'emprise de rue et ne respecte pas le permis émis en 2005;

CONSIDÉRANT que le requérant a déposé un plan d'amélioration des aménagements tel qu'exigé dans la résolution AC-CCU-2017-26;

CONSIDÉRANT que le projet répond aux critères du règlement;

CONSIDÉRANT qu'il y a deux enseignes sur le même terrain;

CONSIDÉRANT le nouveau plan déposé avec la demande;

CONSIDÉRANT que le projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble a fait l'objet d'une consultation publique ainsi que d'une demande d'approbation référendaire et que la Ville n'a reçu aucun commentaire ni aucune demande d'approbation;

À CES CAUSES, il est résolu :

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

D'ACCEPTER la demande d'autorisation en vertu du règlement sur les PPCMOI présentée par 9179-6474 Québec Inc., 1130, rue Saint-Paul, Chicoutimi (Québec), G7J 3C5, visant à autoriser un agrandissement de l'usage dérogatoire 7425 – Gymnase et club athlétique (C2a) à même la totalité du bâtiment accessoire existant qui deviendra un bâtiment principal (projet intégré) avec une marge latérale de 3,55 mètres au lieu de 6 mètres minimum et autoriser la conservation des aménagements existants sur un immeuble situé au 555, rue Martin-Bouvard à Chicoutimi **aux conditions suivantes** :

- L'enseigne devra être déplacée afin de respecter le permis P-2005-7243 (3.5 mètres de la limite de propriété) conformément aux règlements actuels;
- Le requérant devra effectuer les aménagements illustrés au plan déposé avec la demande (bande gazonnées, plantation d'arbres conforme à la réglementation, clôture opaque entre l'usage résidentiel et l'usage commercial).

Adoptée à l'unanimité

7.3 PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE POUR LE 2042, BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, CHICOUTIMI – 9090-6173 QUÉBEC INC. – PPC-53 (ID-6892);

7.3.1 ADOPTION DE LA RÉOLUTION;

VS-AC-2017-195

Proposé par Luc Blackburn

Appuyé par Josée Néron

CONSIDÉRANT la demande présentée par 9090-6173 Québec inc. (M. Philippe Desmeules), 707, route de Tadoussac, Canton Tremblay (Québec), G7H 5A8 visant à autoriser l'usage 6498 - Service de soudure, 6831 - École de métiers (non intégrée aux polyvalentes), les classes d'usage c4f - Entrepreneur de la construction ou du bâtiment sans activité de vente de biens ou de produits, I2 - Industrie légère et S4 - Services particuliers, conserver les aménagements actuels entre sa propriété et la propriété voisine, pour un immeuble sis au 2042, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Chicoutimi (PPC-53, demande #56469);

CONSIDÉRANT que l'article 22, 3° du règlement VS-R-2012-9 sur les PPCMOI de la ville de Saguenay stipule que la conversion ou un changement d'usage dans un bâtiment non résidentiel et non agricole situé à l'intérieur de la zone agricole permanente ou forestière lorsque le nouvel usage n'est pas autorisé dans la zone où le bâtiment est situé est admissible à une demande d'autorisation en PPCMOI;

CONSIDÉRANT que le requérant désire ajouter les usages suivants :

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

- 6498 - Service de soudure;
- 6831 - École de métiers (non intégrée aux polyvalentes);
- C4F - Entrepreneur de la construction ou du bâtiment sans activité de vente de biens ou de produits;
- I2 - Industrie légère;
- S4 - Services particuliers;

CONSIDÉRANT que le requérant exploite une entreprise d'entrepreneur spécialisé (C4f) et que des locaux sont utilisés pour des cours de soudure (P2b);

CONSIDÉRANT que le requérant désire louer d'autres locaux dans le bâtiment;

CONSIDÉRANT que l'article 23 du règlement VS-R-2012-9 sur les PPCMOI de la ville de Saguenay qui stipule qu'une demande de projet particulier est analysée en fonction des critères suivants :

- 3) Les conséquences du projet sur l'environnement, notamment en ce qui concerne le bruit, les émanations et la circulation;
- 4) La compatibilité et la complémentarité de l'usage proposé et des interventions sur le bâti et le terrain avec le milieu environnant sont considérés;
- 5) La qualité de l'intégration du projet avec le milieu environnant quant à l'implantation, etc.;
- 6) Les avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations ;

CONSIDÉRANT que des usages résidentiels sont situés à proximité et que par conséquent, certaines classes d'usages demandées ne s'intègrent pas de façon harmonieuse avec l'espace environnant;

CONSIDÉRANT que l'article 620 du règlement de zonage VS-R-2012-3, stipule qu'à moins qu'il n'en soit stipulé autrement à la grille des usages et des normes, sont tenues à l'aménagement d'une zone tampon toutes les classes d'usage commercial et de service lorsqu'elles ont des limites communes avec une zone ou un usage résidentiel;

CONSIDÉRANT que l'article 621 du règlement de zonage VS-R-2012-3, stipule qu'à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans la présente sous-section ou à la grille des usages et des normes, toute zone tampon dont l'aménagement est requis par l'article qui précède est assujettie aux prescriptions suivantes :

- 1) La largeur minimale requise de la zone tampon doit être de 4,0 mètres;
- 2) Installer une clôture opaque à 75 % minimum ayant une hauteur maximale autorisée dans les cours;

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

- 3) Aménager un écran composé d'une (1) rangée d'arbres plantés à tous les 4,0 mètres;
- 4) Les essences d'arbres composant la zone tampon doivent être constituées de conifères dans une proportion minimale de 60 %;

CONSIDÉRANT que le requérant désire conserver les aménagements actuels, soit:

- La bande gazonnée existante entre sa propriété et la résidence voisine;
- Les arbres matures existants entre sa propriété et la résidence voisine;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'améliorer les aménagements afin de les rendre conformes à la réglementation;

CONSIDÉRANT les plans et les élévations du projet déposés avec la demande;

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement de Chicoutimi a procédé à des consultations avec les citoyens du secteur;

CONSIDÉRANT que le projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble a fait l'objet d'une consultation publique ainsi que d'une demande d'approbation référendaire et que la Ville n'a reçu aucun commentaire ni aucune demande d'approbation;

À CES CAUSES, il est résolu :

D'ACCEPTER la demande présentée par 9090-6173 Québec inc. (M. Philippe Desmeules), 707, route de Tadoussac, Canton Tremblay (Québec), G7H 5A8, visant à autoriser l'usage 6498 - Service de soudure, 6831 - École de métiers (non intégrée aux polyvalentes), les classes d'usage c4f - Entrepreneur de la construction ou du bâtiment sans activité de vente de biens ou de produits, I2 - Industrie légère, conserver les aménagements actuels entre sa propriété et la propriété voisine, pour un immeuble sis au 2042, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Chicoutimi **à la condition suivante** :

- Les aménagements devront respecter la réglementation en vigueur sauf pour la zone tampon entre la propriété du demandeur et la résidence voisine.

Adoptée à l'unanimité.

7.4 PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE POUR LE 2839, BOULEVARD TALBOT, CHICOUTIMI – M. YVAN DESFORGES – PPC-54 (ID-6903);

7.4.1 ADOPTION DE LA RÉOLUTION;

VS-AC-2017-196

Proposé par Josée Néron

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT la demande présentée par M. Yvan Desforges, 2839 à 2841, boulevard Talbot, Chicoutimi (Québec), G7H 5B1, visant à autoriser la régularisation de l'usage 3543 : Industrie de roues et de freins pour véhicules automobiles, un bâtiment principal comprenant un usage industriel et un usage d'habitation, une profondeur de terrain de 49,8 mètres au lieu de 75 mètres et la conservation les aménagements existants, au 2839 à 2841, boulevard Talbot à Chicoutimi (PPC-54, demande #70811);

CONSIDÉRANT que la grille des usages et des normes H-90-37856 autorise les usages suivant:

- Unifamiliale. H01 détachée;
- Unifamiliale. H01 jumelée ;
- Unifamiliale. H01 en rangée;
- Bifamiliale. H02 détachée;
- Bifamiliale. H02 jumelée;
- Trifamiliale. H03 détachée;
- Multifamiliale, catégorie A. H04 détachée;
- Parcs, terrains de jeux et espaces naturels;

CONSIDÉRANT que le requérant désire ajouter l'usage 3543 : Industrie de roues et de freins pour véhicules automobiles faisant partie de la sous-classe industrie lourde I3;

CONSIDÉRANT une autorisation en vertu du règlement PIIA des droits acquis de l'ex ville de Chicoutimi émise le 17 septembre 2001;

CONSIDÉRANT qu'un permis avait été émis pour cet usage en 2011 et annulé en 2004;

CONSIDÉRANT que l'usage ne dispose d'aucun droit acquis;

CONSIDÉRANT que le projet déposé est admissible en PPCMOI en vertu de l'article 22, 10) du règlement sur les PPCMOI VS-R-2012-9 de la Ville de Saguenay qui stipule qu'un usage autre que l'habitation ne disposant d'aucun droit acquis en vertu du règlement de zonage en vigueur peut être maintenu;

CONSIDÉRANT que l'article 1319 du règlement de zonage VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay, stipule qu'un bâtiment principal comprenant des usages de commerce, de service et d'habitation est autorisé à la condition que les logements soient situés aux étages supérieurs;

CONSIDÉRANT que le bâtiment principal comprend un usage industriel au rez-de-chaussée et au sous-sol et un usage d'habitation à l'étage;

CONSIDÉRANT que le requérant vend une partie de son terrain pour le

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

développement de la propriété voisine;

CONSIDÉRANT que la profondeur de terrain autorisée pour un usage industriel lourd I3 est de 75 mètres;

CONSIDÉRANT que la profondeur du terrain du requérant sera portée à 49,8 mètres déterminée par la distance en ligne droite rejoignant le point-milieu de la ligne avant et le point-milieu arrière du terrain;

CONSIDÉRANT que l'implantation du bâtiment dispose de droits acquis;

CONSIDÉRANT que l'article 23 du règlement VS-R-2012-9 sur les PPCMOI de la Ville de Saguenay stipule qu'une demande de projet particulier soit analysée en fonction du critère suivant :

6) Les avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;

CONSIDÉRANT que le requérant désire conserver les aménagements actuels;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'améliorer les aménagements;

CONSIDÉRANT les plans déposés avec la demande;

CONSIDÉRANT que le projet répond en partie aux critères du règlement généraux et particuliers des articles 23 et 27,3 du règlement sur les PPCMOI VS-R-2012-9 de la Ville de Saguenay;

CONSIDÉRANT que le projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble a fait l'objet d'une consultation publique ainsi que d'une demande d'approbation référendaire et que la Ville n'a reçu aucun commentaire ni aucune demande d'approbation;

À CES CAUSES, il est résolu :

D'ACCEPTER la demande de PPCMOI présentée par M. Yvan Desforges, 2839 à 2841, boulevard Talbot, Chicoutimi (Québec), G7H 5B1 visant à autoriser la régularisation de l'usage 3543 : Industrie de roues et de freins pour véhicules automobiles, un bâtiment principal comprenant un usage industriel et un usage d'habitation, une profondeur de terrain de 49,8 mètres au lieu de 75 mètres et la conservation les aménagements existants au 2839 à 2841, boulevard Talbot à Chicoutimi **à la condition suivante** :

Le requérant devra aménager l'accès à son commerce de façon conforme (bande gazonnée de 1,5 mètre avec accès d'une largeur maximale de 13 mètres en cour avant).

Adopté à l'unanimité

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

8. ADOPTION DE RÈGLEMENT

8.1 **RÈGLEMENT NUMÉRO VS-RU-2017-72 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO VS-R-2012-3 DE LA VILLE DE SAGUENAY (RUE HOFFMAN, ARS-715);**

VS-AC-2017-197

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Jean-Yves Provencher

CONSIDÉRANT que ce règlement a été soumis aux personnes habiles à voter et ayant droit de signer une demande de participation à un référendum pour l'adoption dudit règlement;

CONSIDÉRANT que, suite à l'avis public adressé aux personnes intéressées ayant droit de signer une demande de participation à un référendum, aucune demande n'a été adressée en ce sens dans les délais prescrits;

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (rue Hoffman, ARS-715), soit adopté comme règlement numéro VS-RU-2017-72 du conseil d'arrondissement de Chicoutimi et tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture, les prescriptions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes ayant été satisfaites;

ET QUE ledit règlement soit contresigné, par le président du conseil d'arrondissement après avoir été signé par la greffière.

Adoptée à l'unanimité.

8.2 **RÈGLEMENT NUMÉRO VS-RU-2017-73 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO VS-R-2012-3 DE LA VILLE DE SAGUENAY (ARS-697);**

VS-AC-2017-198

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Michel Tremblay

CONSIDÉRANT que ce règlement a été soumis aux personnes habiles à voter et ayant droit de signer une demande de participation à un référendum pour l'adoption dudit règlement;

CONSIDÉRANT que, suite à l'avis public adressé aux personnes intéressées ayant

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

droit de signer une demande de participation à un référendum, aucune demande n'a été adressée en ce sens dans les délais prescrits;

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro VS-R-2012-3 de la Ville de Saguenay (ARS-697), soit adopté comme règlement numéro VS-RU-2017-73 du conseil d'arrondissement de Chicoutimi et tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture, les prescriptions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes ayant été satisfaites;

ET QUE ledit règlement soit contresigné, par le président du conseil d'arrondissement après avoir été signé par la greffière.

Adoptée à l'unanimité.

9. AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES

VS-AC-2017-199

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Jean-Yves Provencher

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi verse les sommes suivantes aux organismes ci-après mentionnés :

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
181	AFÉAS Notre-Dame-de-Grâce 1294 Rue Adélarde-Plourde Chicoutimi (QC) G7H 6J4	150 \$	150 \$ - FA JOSEE N.	Demande de contribution financière pour réparation de bris à la suite de vandalisme.
182	AFÉAS Saint-Luc 118 Rue de Nancy Chicoutimi (QC) G7G 4M7	300 \$	100 \$ - FA MICHEL T. 200 \$ - FA JACQUES C.	Poursuite de l'activité : 51e Congrès de l'AFÉAS.
183	Artistes et artisans de Laterrière 909-10 Rue de l'Écluse Chicoutimi (QC) G7J 4X3	1000 \$	1000 \$ - AAO	Subvention annuelle.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
184	Association des centres-villes de Chicoutimi 152 Rue Racine C.P. 8131 Chicoutimi (QC) G7H 5B5	20000 \$	20000 \$ - AAO	Poursuite de l'activité : Marché de Noël Européen du Saguenay - Édition 2017.
186	Club de tennis intérieur Saguenay inc. 2680-2 Boulevard du Saguenay Jonquière (QC) G7S 0L3	1750 \$	1750 \$ - AAO	Poursuite de l'activité : Tournoi de tennis féminin le Challenger Banque Nationale Saguenay.
187	Club optimiste de Laterrière inc. C.P. 1078 Laterrière (QC) G7N 2A7	200 \$	200 \$ - FA LUC B.	Activité de financement pour le Club Octogone de Laterrière.
188	Club optimiste de Laterrière inc. C.P. 1078 Laterrière (QC) G7N 2A7	1000 \$	1000 \$ - AAO	Subvention annuelle.
189	Comité des loisirs Plateau des Saguenéens de Chicoutimi 736-7 Rue des Goélands Chicoutimi (QC) G7H 7P8	700 \$	700 \$ - FA JACQUES C.	Demande de contribution financière pour les activités courantes de l'organisme : Les Ateliers de la Ruche.
190	Comité des loisirs Victor Guimond inc. 519 Rue Verlaine Chicoutimi (QC) G7J 4C3	65 \$	65 \$ - AAO	Subvention pour aide à l'accueil pour l'organisme : Ligue de pétanque Victor-Guimond.
191	Comité des loisirs Victor Guimond inc. 519 Rue Verlaine Chicoutimi (QC) G7J 4C3	600 \$	600 \$ - FA JACQUES C.	Activité de financement pour l'organisme : Ligue de pétanque Victor-Guimond.
193	Corporation des loisirs Sydenham 843 Rue Bouchette Chicoutimi (QC) G7H 2S9	1955 \$	1955 \$ - FA JOSEE N.	Aide au bon fonctionnement de l'organisme : Comité des loisirs Sydenham.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
194	Couture pour les missions 5654 Chemin Saint-Isidore Laterrière (QC) G7N 1M4	1000 \$	1000 \$ - AAO	Subvention annuelle.
195	Éco-Kartier du centre-ville de Chicoutimi 129 302 Rue Jacques-Cartier Chicoutimi (QC) G7H 2J3	5000 \$	5000 \$ - AAO	Demande de contribution financière pour les activités courantes de l'organisme.
196	En août on fête Laterrière 6067 Rue Notre-Dame Laterrière (QC) G7N 1P7	4500 \$	4500 \$ - AAO	Poursuite de l'activité.
197	Entreprise jeunesse de Laterrière 6250 Rue Notre-Dame Laterrière (QC) G7N 1P9	3000 \$	3000 \$ - AAO	Publication du journal : Le Laterrois.
198	EURÊKO ! 397 Rue Racine Chicoutimi (QC) G7H 1S8	9500 \$	9500 \$ - AAO	Acquisition de terrain pour le Parc Armand Gravel (1ère phase).
199	EURÊKO ! 397 Rue Racine Chicoutimi (QC) G7H 1S8	10000 \$	10000 \$ - AAO	Remboursement du loyer de l'Organisme de bassin versant du Saguenay.
201	Festival des bières du monde 2010 1449 Rue Roussel Chicoutimi (QC) G7G 1T3	10000 \$	10000 \$ - AAO	Poursuite de l'activité - Édition 2017.
202	Festival des vins de Saguenay 152 Rue Racine C.P. 8131 Chicoutimi (QC) G7H 5B5	30000 \$	30000 \$ - AAO	Subvention annuelle.
203	Festival des vins de Saguenay 152 Rue Racine C.P. 8131 Chicoutimi (QC) G7H 5B5	2500 \$	2500 \$ - AAO	Poursuite de l'activité : l'Apéro à Place du citoyen.

*Le texte du présent procès-verbal est conforme aux
délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des
modifications adoptées lors de séances subséquentes.*

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
204	Festival international des rythmes du monde 459 Rue Racine Chicoutimi (QC) G7H 1T5	30000 \$	30000 \$ - AAO	Activité de financement pour l'année 2017.
205	Festival jazz et blues de Saguenay 152 Rue Racine C.P. 8131 Chicoutimi (QC) G7H 5B5	15000 \$	15000 \$ - AAO	Subvention annuelle.
206	Fondation Charles-Gravel 351 Rue Saint-Gérard Chicoutimi (QC) G7G 1J2	140 \$	140 \$ - FA MARC P.	Activité de financement.
207	Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada 152 Rue Racine C.P. 8251 Chicoutimi (QC) G7H 5B7	3000 \$	3000 \$ - AAO	Activité de financement.
208	Fondation Équilibre Saguenay-Lac-St-Jean 1109 Rue Bégin Chicoutimi (QC) G7H 4P1	440 \$	220 \$ - AAO 220 \$ - FA JEAN-YVES P.	Activité de financement.
209	Fondation Équilibre Saguenay-Lac-St-Jean 1109 Rue Bégin Chicoutimi (QC) G7H 4P1	600 \$	150 \$ - FA JOSEE N. 150 \$ - FA JACQUES C. 150 \$ - FA MICHEL T. 150 \$ - FA SIMON-OLIVIER C.	Activité de financement.
210	La Corporation des cimetières catholiques de Chicoutimi (1976) 599 Chemin Saint-Thomas Chicoutimi (QC) G7H 2P9	5000 \$	5000 \$ - AAO	Contribution financière pour 2017 lors du changement de la clôture au cimetière Sainte-Anne.
211	La Corporation des cimetières catholiques de Chicoutimi (1976) 599 Chemin Saint-Thomas Chicoutimi (QC) G7H 2P9	5000 \$	5000 \$ - AAO	Subvention pour l'entretien des cimetières pour l'année 2017.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
212	La fondation de l'École l'Odysée/Dominique-Racine/Lafontaine 985 Rue Bégin Chicoutimi (QC) G7H 4P1	4000 \$	4000 \$ - AAO	Demande de contribution financière pour les activités courantes de l'organisme.
213	La Recette épicerie communautaire 216 Rue des Oblats Chicoutimi (QC) G7J 2B1	6000 \$	6000 \$ - AAO	Poursuite de l'activité : Légumes à donner ; Frigo libre service.
214	La société de Saint-Vincent de Paul conseil central de Chicoutimi (féminin) 1073 Rue Murray Chicoutimi (QC) G7J 4G2	4000 \$	4000 \$ - AAO	Aide au bon fonctionnement de l'organisme : Société Saint-Vincent-Pul Saint-Nom-de-Jésus (2e versement de 4 000 \$).
215	L'aide humani-terre R.D. 121 Rue Augé Chicoutimi (QC) G7G 4W2	200 \$	200 \$ - FA JACQUES F.	Activité de financement.
217	Le rendez-vous musical de Laterrière à saveur régionale 462 Rue De Tilly Chicoutimi (QC) G7H 4E3	3000 \$	3000 \$ - AAO	Poursuite de l'activité : Édition 2017.
218	Légion Royale Canadienne 20 Rue Racine Chicoutimi (QC) G7H 5P5	1000 \$	100 \$ - FA JEAN-YVES P. 200 \$ - FA JOSEE N. 200 \$ - FA JACQUES C. 100 \$ - FA MICHEL T. 200 \$ - FA SIMON-OLIVIER C. 200 \$ - FA MARC P.	Demande de contribution financière pour les activités courantes de l'organisme.
219	Les Amis de Sainte-Claire 99 Rue Élie Canton Tremblay (QC) G7G 2W9	100 \$	100 \$ - AAO	Subvention pour aide à l'accueil.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
220	Les Chevaliers de Colomb du Conseil de Laterrière, No 10700 5673 Boulevard Talbot Laterrière (QC) G7N 1V7	200 \$	200 \$ - FA LUC B.	Activité de financement.
221	Les Entreprises-Jeunesse inc. 240 Rue Bossé Chicoutimi (QC) G7J 1L9	400 \$	400 \$ - FA MICHEL T.	Remboursement des coûts liés au marquage des stationnements.
223	Maison de l'espoir Saguenay-Lac-Saint-Jean inc. 3170 Chemin du Plateau La Baie (QC) G7B 0G9	200 \$	100 \$ - FA JOSEE N. 100 \$ - FA MARC P.	Activité de financement.
224	Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, Lieutenance de Québec 1073 Suite 211 boulevard René-Lévesque Ouest Québec (QC) G1S 4R5	200 \$	200 \$ - AAO	Subvention pour aide à l'accueil.
225	Organisme de Promotion et reconnaissance des Ressources 25-A avenue Brisson Dolbeau-Mistassini (QC) G8L 4X5	400 \$	400 \$ - FA JACQUES C.	Activité de financement.
226	Société d'art lyrique du Royaume 960 Boulevard du Saguenay Chicoutimi (QC) G7H 1L5	15000 \$	15000 \$ - AAO	Subvention annuelle (2e versement).
227	Société Parkinson de la Région du Saguenay-Lac-St-Jean 278 Rue Ballantyne Chicoutimi (QC) G7J 2L7	400 \$	400 \$ - FA JACQUES C.	Activité de financement.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2017	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
228	Société Saint-Vincent-de-Paul de Laterrière 2404 Chemin du Portage-des-Roches Laterrière (QC) G7N 1X2	1000 \$	1000 \$ - AAO	Subvention annuelle.
229	Symposium international de peinture et sculpture du Saguenay-Lac-St-Jean C.P. 8507 Chicoutimi (QC) G7H 5C8	700 \$	200 \$ - FA JOSEE N. 200 \$ - FA SIMON-OLIVIER C. 100 \$ - FA MARC P. 200 \$ - FA JEAN-YVES P.	Poursuite de l'activité : 12e édition en 2017.
230	UQAC 555 Boulevard de l'Université Chicoutimi (QC) G7H 2B1	200 \$	200 \$ - FA JACQUES C.	Activité de financement.

Adoptée à l'unanimité.

9.1 AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES

VS-AC-2017-200

Proposé par Jacques Cleary
Appuyé par Michel Tremblay

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi verse la somme suivante à l'organisme ci-après mentionné :

Code administratif AOC-2016	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
-----------------------------	-------	-----------------	------------------	---------------

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Code administratif AOC-2016	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
185	Chevaliers de Colomb du conseil 13580 Rivière-du-moulin 108 Rue des Ormes Chicoutimi (QC) G7H 3K5	1000 \$	230 \$ - FA LUC B. 170 \$ - FA JACQUES F. 100 \$ - FA JOSEE N. 100 \$ - FA JACQUES C. 100 \$ - FA MICHEL T. 100 \$ - FA SIMON-OLIVIER C. 100 \$ - FA MARC P. 100 \$ - FA JEAN-YVES P.	Activité de financement.

Adoptée à l'unanimité.

9.2 AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES

VS-AC-2017-201

Proposé par Jean-Yves Provencher
Appuyé par Simon-Olivier Côté

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi verse la somme suivante à l'organisme ci-après mentionné :

Code administratif AOC-2016	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
192	Corporation de gestion de la chapelle de Valin 144 Route Villeneuve Canton Tremblay (QC) G7H 5A8	500 \$	500 \$ - FA JEAN-YVES P.	Demande de contribution financière pour le maintien de l'état de la chapelle.

Adoptée à l'unanimité.

9.3 AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES

VS-AC-2017-202

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Proposé par Jean-Yves Provencher
Appuyé par Simon-Olivier Côté

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi verse la somme suivante à l'organisme ci-après mentionné :

Code administratif AOC-2016	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
200	Festival de la Chanson de Saint-Ambroise 156 Gaudreault Saint-Ambroise (QC) G7P 2J9	290 \$	290 \$ - FA JEAN-YVES P.	Poursuite de l'activité.

Adoptée à l'unanimité.

9.4 AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES

VS-AC-2017-203

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Jacques Cleary

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi verse la somme suivante à l'organisme ci-après mentionné :

Code administratif AOC-2016	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
216	L'aide humani-terre R.D. 121 Rue Augé Chicoutimi (QC) G7G 4W2	490 \$	140 \$ - FA JACQUES C. 70 \$ - FA MICHEL T. 70 \$ - FA SIMON-OLIVIER C. 70 \$ - FA MARC P. 140 \$ - FA JEAN-YVES P.	Poursuite de l'activité : 24e édition Salon des vins, bières et spiritueux.

Adoptée à l'unanimité.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

9.5 AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES

VS-AC-2017-204

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Jean-Yves Provencher

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi verse la somme suivante à l'organisme ci-après mentionné :

Code administratif AOC-2016	Sujet	Montant octroyé	Poste budgétaire	Justification
222	Les jardins Therrien 141 Rue Nicolet Chicoutimi (QC) G7G 1L9	500 \$	100 \$ - FA SIMON-OLIVIER C. 200 \$ - FA MARC P. 200 \$ - FA JEAN-YVES P.	Activité de financement.

Adoptée à l'unanimité.

10. DIVERS

10.1 AIDE AUX ORGANISMES – MODIFICATION DE LA RÉOLUTION VS-AC-2017-79 – ABROGATION DU CODE AO-2017-107;

VS-AC-2017-205

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT la demande de modification de la résolution VS-AC-2017-79 ;

CONSIDÉRANT que la subvention ne sera pas versée ;

CONSIDÉRANT que le chèque numéro 463067 sera annulé ;

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi abroge le code AOC-2017-107 de la résolution VS-AC-2017-79 à toutes fins que de droit.

Adoptée à l'unanimité.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

10.2 COMITÉ CONSULTATIF DE L'ARRONDISSEMENT DE CHICOUTIMI ET COMITÉ CONSULTATIF DE LA VILLE DE SAGUENAY – NOMINATION D'UN NOUVEAU MEMBRE – SECTEUR MILIEU ÉCONOMIQUE;

VS-AC-2017-206

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT le départ de Madame Marie-Josée Morency, membre non permanent des comités consultatifs d'urbanisme de l'arrondissement de Chicoutimi et de la Ville de Saguenay ;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi nomme Madame Sandra Rossignol afin de siéger, en tant que représentante des citoyens du secteur milieu économique, au sein du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Chicoutimi et du Comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Saguenay, jusqu'au 30 septembre 2017.

Adoptée à l'unanimité.

11. VARIA

11.1 SOCIÉTÉ DE GESTION DE LA ZONE PORTUAIRE DE CHICOUTIMI – LA NOCE- AUTORISATION DE FOOD TRUCK;

VS-AC-2017-207

Proposé par Simon-Olivier Côté
Appuyé par Jean-Yves Provencher

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement de Chicoutimi est en accord avec la demande d'autorisation de différentes restaurations ambulantes ;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi autorise à la demande de la Société de gestion de la zone portuaire, la présence de différentes restaurations ambulantes pour la tenue de l'activité « La Noce » de l'organisme : *Ambiances Ambiguës* en collaboration avec Diffusion Saguenay sur le site de zone portuaire, le samedi 8 juillet 2017.

Adoptée à l'unanimité.

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

11.2 SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DU SAGUENAY – DEMANDE D'OPPOSITION AU PROJET DE CENTRALISATION DES LABORATOIRES MÉDICAUX PUBLICS (OPTILAB);

VS-AC-2017-208

Proposé par Josée Néron
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT que le projet d'implantation Optilab suscite de nombreuses préoccupations concernant les risques et les coûts croissants potentiels liés au transport, à la sécurité, à la stabilité et à la traçabilité des échantillons;

CONSIDÉRANT que les économies estimées par le ministère de la Santé et des services sociaux, qui ne cessent d'être révisées à la baisse, suscitent d'importantes inquiétudes et des questionnements ;

CONSIDÉRANT que le projet d'implantation Optilab occasionnera des impacts économiques majeurs dans plusieurs régions du Québec ;

CONSIDÉRANT les deux analyses produites par la CSQ : son avis sur le Projet de règlement abolissant les frais accessoires liés à la dispensation des services assurés et régissant les frais de transport des échantillons biologiques et sur l'Étude des impacts économiques du projet Optilab pour les régions de Lanaudière et des Laurentides;

CONSIDÉRANT que l'arrondissement de Chicoutimi, de par ses élus, doit veiller au respect des droits et des intérêts de ses citoyens ;

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi appuie le Syndicat de l'enseignement du Saguenay dans ses démarches d'opposition au projet de centralisation des laboratoires médicaux publics (Optilab) mis en œuvre par le ministère de la Santé et des services sociaux.

Adoptée à l'unanimité.

11.3 SERVICE DES IMMEUBLES ET ÉQUIPEMENTS MOTORISÉS – CLUB DE PÉTANQUE SAINT-ISIDORE – CONSTRUCTION D'UNE REMISE – TRANSFERT DE FONDS – DISTRICT 15;

VS-AC-2017-209

Proposé par Jacques Cleary

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

Appuyé par Michel Tremblay

CONSIDÉRANT le besoin de construire une remise pour l'organisme Ligue de pétanque Saint-Isidore;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi autorise le Service de la trésorerie à transférer dans le budget du Service des immeubles et équipements motorisés (division immeubles) le montant de 1 777 \$, taxes incluses, afin de procéder aux travaux et au paiement des factures. Ce montant est payable à même le fonds d'immobilisation FI du Q15.

Adoptée à l'unanimité.

11.4 SERVICE DES IMMEUBLES ET ÉQUIPEMENTS MOTORISÉS – PAVILLON SAINT-NOM-DE-JÉSUS – RECOUVREMENT DE PLANCHER – TRANSFERT DE FONDS – DISTRICT 15;

VS-AC-2017-210

Proposé par Jacques Cleary
Appuyé par Michel Tremblay

CONSIDÉRANT le besoin de recouvrir le plancher du pavillon Saint-Nom-de-Jésus ;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi autorise le Service de la trésorerie à transférer dans le budget du Service des immeubles et équipements motorisés (division immeubles) le montant de 4 586\$ taxes incluses afin de procéder aux travaux et au paiement des factures. Ce montant est payable à même le fonds d'immobilisation FI du Q15.

Adoptée à l'unanimité.

11.5 SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS – RUE HÔTEL DE VILLE – SIGNALISATION « DÉFENSE DE STATIONNER »;

VS-AC-2017-211

Proposé par Michel Tremblay
Appuyé par Jacques Cleary

CONSIDÉRANT la plainte reçue à l'arrondissement de Chicoutimi;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi autorise le Service des travaux publics, à même son budget à procéder à la mise en place de panneau(x) de signalisation « Défense de stationner » sur la rue Hôtel-de-Ville, en face du mini-poste de police, côté Nord, dans le district #11.

Adoptée à l'unanimité.

11.6 SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS – TRAVAUX SUR LA RUE EUDISTES – TRANSFERT DE FONDS – DISTRICT 13;

VS-AC-2017-212

Proposé par Jacques Cleary

Appuyé par Josée Néron

CONSIDÉRANT la demande d'estimation du Service des travaux publics ;

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement de Chicoutimi est en accord ;

À CES CAUSES, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi autorise le Service de la trésorerie à transférer dans le budget du Service des travaux publics (division hygiène du milieu) le montant de 10 726 \$ taxes incluses, et d'autoriser ce dernier à procéder aux travaux et au paiement des factures. Ce montant est payable à même le fonds d'immobilisation FI du Q13.

Adoptée à l'unanimité.

11.7 DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DE LA VIE COMMUNAUTAIRE – ÉCO-KARTIER JARDIN #2 – AUTOGARE MORIN – TRANSFERT DE FONDS – DISTRICT #11;

VS-AC-2017-213

Proposé par Simon-Olivier Côté

Appuyé par Jean-Yves Provencher

CONSIDÉRANT que le projet de transformation du stationnement de l'autogare Morin, en respect de l'aménagement déposé et accepté par le comité verdissement du 14 mars 2017, sera réalisé par Éco-Kartier du centre-ville de Chicoutimi ;

À CETTE CAUSE, il est résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de Chicoutimi autorise le Service de la trésorerie à transférer dans le budget de la direction de la culture, sports et vie communautaire le montant de 3 000 \$ et d'autoriser cette dernière, à procéder à la construction d'un jardin #2, au-dessus de

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

INTRANET

Conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 20 juin 2017

l'autogare Morin, par Éco-Kartier du centre-ville de Chicoutimi et payer les factures s'y rattachant. Ce montant est payable à même le fonds d'immobilisation FI du Q11.

Adoptée à l'unanimité.

12. PÉRIODE D'INTERVENTION DES MEMBRES DU CONSEIL

Une période d'intervention des membres du conseil a été tenue.

13. PROCHAINE SÉANCE DU CONSEIL

La prochaine séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi aura lieu le 22 août 2017 à 16 h dans la salle des délibérations du conseil, 201, rue Racine Est, Chicoutimi.

14. PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Une période de questions a été tenue.

15. LEVÉE DE LA SÉANCE

VS-AC-2017-214

Proposé par Jacques Cleary
Appuyé par Michel Tremblay

QUE la présente séance ordinaire soit levée à 16 h 30.

Adoptée à l'unanimité.

Ce procès-verbal sera ratifié à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Chicoutimi du 22 août 2017.

PRÉSIDENT

ASSISTANTE-GREFFIÈRE

AJ/mg

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017

Le texte du présent procès-verbal est conforme aux délibérations de la réunion mais ne tient pas compte des modifications adoptées lors de séances subséquentes.

Date de publication : 24 juillet 2017